



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 03 NOV. 2025

mettant en demeure la société LAVALSACE à Herrlisheim
de respecter des prescriptions opposables à ses installations

AIOT 0006703935

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** le rapport du 11 septembre 2025, de la visite du 27 mai 2025, de l'inspection des installations classées, sur le site de la société LAVALSACE à Herrlisheim ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 27 mai 2025, que des effluents gazeux odorants émis lors des opérations de lavage à haute pression des citernes ne sont ni captés à la source ni canalisés ;

CONSIDÉRANT que ces constats montrent des non-conformités aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 2 février 1998, susvisé, qui veulent que : « [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...] » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables, en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société LAVALSACE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées Z. I. - 16 rue du Ried, 67850 Herrlisheim, de respecter dans le délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, susvisé, qui veulent que : « [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés [...] » .

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAVALSACE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Herrlisheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint


Karl TERROLLION